

A- Partie réservée à l'Administration :

à 10 heures.

B- Partie réservée au concurrent :

Je soussigné (1) : (prénom, nom et qualité)
 Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte (1).
 Adresse du domicile élu :
 Affilié à la CNSS sous le n° (2) Inscrit au registre du commerce de (2)
 (Localité) sous le n° N° de patente (2)

Je soussigné (1)..... (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 Agissant au nom et pour le compte de (raison sociale et
 Forme juridique de la société) au capital de
 Adresse du siège social de la société
 Adresse du domicile élu
 Affiliée à la CNSS sous le n° (2) (3) Inscrite au registre du commerce (2) (3) (localité)
 sous le n° N° de patente (2) (3)
 En vertu des pouvoirs suivants :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus :
Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les modalités :

1. Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix et un détail estimatif et/ou décomposition du montant global établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;
2. M'engage à exécuter les dites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

-Montant hors T.V.A : (en lettres et en chiffres)
 -Taux de la T.V.A : (en pourcentage)
 -Montant de la T.V.A : (en lettres et en chiffres)
 -Montant T.V.A comprise : (en lettres et en chiffres)

Le Centre Hospitalo-Universitaire Ibn Rochd se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte
(À la trésorerie générale, bancaire, ou postal)(4) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à..... (Localité), sous le
numéro (RIB)

[illegible]

Fait à..... le.....
(Signature et cachet du concurrent)

(1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

* Mettre : « soussignés nous obligeons conjointement solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) » ;

(2) : Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser le différentiel de la note de la langue maternelle par rapport à la langue officielle du pays d'origine.

(2) : Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(3) : Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

(4) : Supprimer la mention inutile.

